

Kenya/Justice

"L'Afrique doit rester dans la CPI"

AFP  
Paris/France

**Déclaration de l'ancien Premier ministre Raila Odinga, en contradiction avec l'opinion des dirigeants du continent au sujet de cette juridiction**

L'ECHEC de la Cour pénale internationale à juger de hauts responsables kényans accusés de crimes contre l'humanité est "une victoire de l'impunité", déplore dans un entretien à l'AFP l'ancien Premier ministre kényan Raila Odinga, selon lequel l'Afrique doit plus que jamais "rester dans la CPI". La cour internationale a abandonné, faute de preuves, ses poursuites contre le président kényan Uhuru Kenyatta (fin 2014) et son vice-président, William Ruto (début avril 2016), tous deux inculpés pour les violences qui avaient suivi la réélection contestée du président Mwai Kibaki face à M. Odinga, en décembre 2007. "C'est une victoire pour l'impunité", dénonce lors d'un passage à Paris Raila Odinga, tout en jugeant paradoxalement "bon" la fin de la procédure contre M.

Ruto, son allié politique de l'époque. L'ancien Premier ministre estime en substance qu'il aurait été déséquilibré de ne juger que William Ruto et son co-accusé alors que d'autres poursuites contre trois responsables du camp adverse avaient déjà été abandonnées. Pour mettre fin aux violences, qui avaient fait plus de 1 300 morts et 600 000 déplacés, M. Odinga avait été nommé Premier ministre début 2008 dans le cadre d'un accord de partage du pouvoir avec le président Kibaki. "La CPI a été créée pour juger les puissants, ceux qui ne peuvent être jugés dans leur pays", souligne-t-il. Mais après ces non-lieux dans les dossiers kényans, "aucun chef d'Etat africain n'a à craindre d'être jugé par la CPI, parce que vous pouvez détruire les preuves, ou tuer les témoins", juge-t-il. La procureure de la CPI Fatou Bensouda avait dénoncé la semaine dernière une campagne "acharnée" d'intimidation de témoins pour expliquer l'abandon des poursuites contre le vice-président kényan et son co-accusé. "L'implication est que si vous êtes puissant, vous



Photo : AFP

L'ancien Premier ministre Raila Odinga : "L'Afrique a besoin de la CPI plus qu'aucune autre région au monde."

pouvez vous en sortir", regrette Raila Odinga. **L'AFRIQUE A BESOIN DE LA CPI** • Malgré ce "coup d'arrêt à la justice internationale", l'ancien Premier ministre juge que "l'Afrique doit rester dans la CPI", accusée par de nombreux dirigeants africains de "s'acharner" sur leur continent. Créée en 2002 pour juger en dernier ressort les génocidaires et criminels de guerre qui n'ont jamais été poursuivis dans leur propre pays, la CPI a ouvert des enquêtes sur neuf pays au total, dont huit africains : Kenya, Côte d'Ivoire, Libye, Soudan, République démocratique du Congo, Centrafrique, Ouganda et Mali.

Mais la plupart de ces cas "ont été transmis à la CPI par des pays africains", relève Raila Odinga, citant en exemple la Côte d'Ivoire qui a livré son ancien président Laurent Gbagbo à La Haye. "L'Afrique a besoin de la CPI plus qu'aucune région du monde", estime-t-il, "parce qu'elle ne dispose pas de mécanisme alternatif pour juger ces cas et que c'est actuellement en Afrique que se produisent les plus graves violations des droits de l'Homme". Que ce soit en matière de lutte contre l'impunité ou de respect des règles démocratiques, "le monde ne doit pas traiter l'Afrique différemment", souligne M. Odinga, qui a payé de huit

ans de prison dans les années 80 sa lutte pour le multipartisme au Kenya. "L'Afrique constitue une part entière de la communauté internationale et doit se plier aux standards internationaux en matière de démocratie", insiste-t-il. A cet égard, "l'Afrique fait face à de sérieuses difficultés", avec l'apparition de "quasi présidents à vie", qui modifient les règles pour se maintenir au pouvoir, s'inquiète Raila Odinga en évoquant notamment les cas de l'Ouganda, du Tchad ou de Djibouti. Trois fois candidat malheureux à la magistrature suprême (en 1997, 2007 et 2013), Raila Odinga reste le plus farouche opposant au président Uhuru Kenyatta. Malgré la concurrence au sein de l'opposition, il n'écarter pas, à 71 ans, l'idée d'une nouvelle candidature en 2017. Les deux candidats à la primaire démocrate aux Etats-Unis, Bernie Sanders (74 ans) et Hillary Clinton (68 ans) "sont mes contemporains. Je ne vois pas pourquoi on me trouverait trop vieux", lance dans un sourire celui que les Kényans surnomment "Agwambo", le "mystérieux".

L'Afrique en bref

• **Mali/Conflit. Mort de trois soldats français de l'opération Barkhane**  
Trois soldats français ont été tués au Mali par l'explosion mardi d'une mine au passage de leur véhicule blindé, a annoncé hier la présidence française. L'Elysée avait annoncé mardi la mort d'un premier militaire lors d'une opération de la force Barkhane près de Tessalit. Trois autres avaient été blessés, dont deux sont décédés.

• **Nigeria/Violences. Quinze villageois tués peut-être par des éleveurs peuls**  
Des éleveurs peuls sont soupçonnés d'avoir tué au moins 15 villageois dans l'Etat de Taraba, dans l'est du Nigeria, lors d'affrontements à propos des droits de pâturage, a annoncé hier la police. Les médias locaux ont dressé un bilan de 44 morts.

• **RDCongo/Rébellion. Deux soldats tués dans l'est**  
Deux soldats congolais ont été tués mardi dans une embuscade tendue par des rebelles ougandais des Forces démocratiques alliées, dans l'est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris de source militaire.

• **Tchad/Présidentielle. UA : un choix "libre"**  
L'élection présidentielle de dimanche au Tchad a permis aux électeurs "de choisir librement leurs dirigeants" malgré des anomalies dans son déroulement, a estimé mardi à N'Djamena la mission d'observation de l'Union africaine. Le résultat du scrutin dont le président Idriss Deby est favori ne doit pas être annoncé avant plusieurs jours.

A travers le monde

• **Belgique-France/Attentats. La main des frères El Bakraoui**  
Les frères kamikazes Ibrahim et Khalid El Bakraoui, morts lors des attentats de Bruxelles le 22 mars, sont à l'origine de cette attaque mais aussi de celles de Paris le 13 novembre, affirme le groupe Etat islamique (EI).

• **France/Attentats. Arrestation d'un Français en Espagne**  
La police espagnole a interpellé mardi à Malaga (sud) un homme de 27 ans, Antoine Denevi, inculpé hier pour trafic d'armes, qui est soupçonné d'avoir fourni les armes dont s'est servi Amedy Coulibaly, l'auteur de la prise d'otages dans un supermarché à Paris le 9 janvier 2015, a-t-elle annoncé.

• **Syrie/Conflit. Pourparlers de paix et législatives**  
Les négociations de paix sur la Syrie ont repris hier en fin d'après-midi à Genève, au moment où sur le terrain le régime organise des élections législatives dans les régions qu'il contrôle, sur fond de violations de la trêve.

Burundi/Crise

Des intellectuels dénoncent la "chape de plomb" qui s'est abattue sur le pays

AFP  
Nairobi/Kenya

UNE soixantaine d'intellectuels du monde entier ont dénoncé hier la "chape de plomb" qui s'est abattue sur le Burundi, donné en exemple hier mais aujourd'hui en crise, dans une lettre ouverte publiée hier par le dernier journal indépendant burundais. "A l'Université du Burundi, qui pourrait être un rempart face à la résurgence de la violence et des manipulations idéologiques (...), la peur a réduit à néant l'espace de débat et d'analyse", dénonce cette tribune. Intitulée "Que reste-t-il de la liberté de pensée au Burundi ?", elle est signée dans le journal Iwacu par 61 "chercheurs et enseignants" en lien avec le Burundi et en provenance de prestigieuses universités africaines, américaines ou européennes. Les collègues burundais "qui marquent ouvertement leur désaccord" avec l'une ou l'autre partie "sont intimidés et parfois disparaissent", alors que ceux qui "ont fui le pays craignent que la moindre déclaration critique ne mette en danger leurs proches restés au Bu-



Photo : AFP

Donné hier encore en exemple, le Burundi est devenu "un pays où les gens se taisent de peur de devenir la cible de violences", se désole dans une tribune une soixantaine de chercheurs et enseignants.

rundi", s'insurgent-ils, constatant qu'"une chape de plomb s'est abattue sur le pays". Pour ces intellectuels, le Burundi "présenté depuis plus de 10 ans comme un modèle de consolidation de la paix, et de la liberté d'opinion et d'expression", est devenu "en l'espace de quelques mois (...) un pays où les gens se taisent de peur de devenir la cible de violences à cause de ce qu'ils sont ou de ce qu'ils pensent". Le Burundi est plongé depuis près d'un an dans une crise politique profonde, née de la volonté du président Pierre Nkurunziza de se maintenir au pouvoir

pour un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Les violences, désormais armées, ont déjà fait plus de 400 morts et poussé plus de 250 000 personnes à quitter le pays, alors que l'Onu et les organisations des droits de l'Homme ont dénoncé de nombreux cas d'arrestations arbitraires, de torture, de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires, ainsi que l'existence de fosses communes. Ces intellectuels "condamnent" donc "une pensée unique qui s'installe, refusant le débat et la contradiction, et qui manifeste ce refus avec la plus grande violence". "Le Burundi a

plus que jamais besoin de citoyens critiques et de décideurs capables de s'appuyer sur une analyse nuancée de la situation", estiment-ils au contraire. Les principales radios indépendantes ont été détruites alors qu'une centaine de journalistes, la dynamique société civile de ce pays et la quasi-totalité des leaders

d'opposition ont fui en exil. Ces intellectuels "exhortent" le gouvernement burundais à garantir "un espace de débat et de réflexion" et appellent la communauté internationale à "se mobiliser pour défendre (...) la liberté de pensée et d'expression" au Burundi.

C'est arrivé...

Six cartons rouges et 11 jaunes au cours d'un même match à Auckland

L'ARBITRE salomonais George Time est peut-être entré lundi dernier dans les annales du football en sortant six fois de sa poche son carton rouge à Auckland lors d'un spectaculaire match de Ligue des champions d'Océanie. A l'issue de neuf minutes de temps additionnel, le club fidjien du Nadi FA l'a emporté 4-3 contre les Samoans du Kiwi FC, grâce à un quadruplé de son buteur Anish Khem. L'exploit de l'attaquant des Verts aura néanmoins été éclipsé par celui de l'homme en noir, qui a dégainé ses premiers rouges à la 44e pour renvoyer au vestiaire un joueur de chaque équipe après une altercation, selon la feuille de match publiée par la Confédération du football d'Océanie. Le Kiwi FC menait alors 3-1. Il pouvait légitimement croire en sa victoire quand, à neuf minutes de la fin du temps réglementaire, cette rencontre du groupe C a vraiment basculé, du fait notamment de deux nouvelles expulsions dans son camp. Six cartons rouges en une seule rencontre est rarissime. Mais le record est vraisemblablement six fois plus élevé puisque l'arbitre d'un match argentin de division inférieure avait selon de nombreux médias en 2011 expulsé 36 joueurs - tous les titulaires et tous les remplaçants - après une bagarre générale.